

# Le gouverneur Moïse Katumbi fait son grand retour au Katanga

RD CONGO Il apparaît comme une alternative au président Joseph Kabila

- Après trois mois d'absence et de folles rumeurs sur son sort, Moïse Katumbi est de retour sur ses terres.
- Une foule enthousiaste l'a accueilli à sa descente d'avion.
- A demi-mot, il a dénoncé l'idée d'un troisième mandat du président sortant.



On le disait en soins intensifs à Londres, on assurait qu'il avait été empoisonné à la « vynca », une plante toxique de l'est du Congo, ou on minimisait en prétendant qu'il prenait de longues vacances à l'étranger, ou on assurait qu'avant de partir, il aurait eu une altercation avec le président Kabila... Moïse Katumbi, le très populaire gouverneur du Katanga, a mis fin aux rumeurs hier en regagnant Lubumbashi où une foule nombreuse l'attendait sur la place Moïse Tshombe, en face de la poste.

Après trois mois d'absence, un temps inhabituellement long pour un homme très attaché à sa province, ses compatriotes l'ont ovationné et observé de près : « *Il n'a pas changé, sa démarche est rapide, sa voix est bonne, nous sommes soulagés* », nous assurait un témoin, joint par téléphone.

A sa descente d'avion, le gouverneur, costume clair, chemise sombre, a été accueilli par le président de l'Assemblée provinciale du Katanga, Gabriel Kyungu wa Kumanza, et par plusieurs personnalités de la

province. Gabriel Kyungu lui a souhaité la bienvenue en déclarant : « *Moïse Katumbi est un vrai fils du Katanga, il est bien blindé, il n'a rien à craindre...* », ajoutant : « *Il est le seul Katangais qui soulève les foules.* » S'adressant à l'abbé Malu Malu, qui préside la Commission nationale indépendante, Gabriel Kyungu lui demanda d'accélérer le tempo afin que les élections puissent bien avoir lieu dans les délais prévus.

Homme d'affaires prospère, gouverneur très attaché au développement de sa province et n'hésitant pas à prendre des bains de foule, président du club de football Le Tout-Puissant Mazembe, club phare du football congolais, Moïse Katumbi est extrêmement populaire au Katanga, mais aussi dans d'autres régions du Congo.

Il a aussi son franc-parler et n'a pas hésité à critiquer le gouvernement de Kinshasa qui, de son point de vue, ne rétrocéderait pas suffisamment de ressources à la province du cuivre, qui assure l'essentiel des re-

cettes du pays. On est loin en tout cas loin des 40 % prévus par la Constitution...

En outre, Moïse Katumbi, comme la majorité de ses compatriotes, ne cache pas qu'il désapprouve l'idée d'une réforme de la Constitution qui aboutirait à confier un troisième mandat au président sortant, Joseph Kabila - ce qui alimente la rumeur d'un désaccord entre les deux hommes. Le chef de l'Etat, qui se trouvait à Lubumbashi lundi, n'a d'ailleurs pas attendu le retour du gouverneur pour regagner son ranch de Kundelungu, en bordure de la réserve naturelle du même nom.

S'adressant à la foule massée au centre-ville et qui l'ovationnait, Moïse Katumbi s'est montré à la fois prudent et elliptique. Il a prôné « *l'amour du prochain* ». Puis s'est exprimé par le détour d'une devinette sportive. Evoquant l'équipe nationale de la RDC qui jouera, le mois prochain en Guinée, la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations, il a parlé d'un premier penalty sifflé contre son équipe, puis d'un deuxième qui, quoique contestable, avait finalement été accepté. Mais, lorsqu'il s'est écrié : « *Allons-nous accepter un troisième penalty ?* », tout le monde a compris qu'il faisait allusion à l'éventualité d'un troisième mandat présidentiel... ■

COLETTE BRAECKMAN

# Le sort des rebelles du M-23 pose toujours problème

Voici un an, une offensive conjointe menée par les forces gouvernementales congolaises et la Brigade africaine d'intervention, intégrée au sein de la Monusco – la Mission des Nations unies dans la région –, obligeait les rebelles du M-23 à franchir les frontières rwandaise et ougandaise.

Cette victoire militaire, la plus importante jamais obtenue par l'armée de Kinshasa – les FARDC, Forces armées de la République Démocratique du Congo –, mettait fin au calvaire de 800.000 personnes déplacées au Nord-Kivu et permettait à l'autorité de l'Etat de se rétablir progressivement dans la province.

A la suite de leur défaite militaire, 1.678 rebelles furent installés dans un camp de cantonnement en Ouganda et 500 autres au Rwanda. Comme ces combattants avaient emporté leurs armes et leur matériel roulant, leur sort fit l'objet de longs pourparlers avec Kinshasa. Les autorités congolaises redoutaient une résurgence de la rébellion et de nouvelles attaques au départ des pays voisins, en dépit de l'accord conclu à Addis-Abeba qui prévoyait un rapatriement contrôlé et l'octroi de l'amnistie à un certain nombre de ces combattants.

Une première étape du rapatriement volontaire vient d'être organisée au départ de l'Ouganda, mais elle s'est accompagnée d'un « couac » inquiétant : quelque 120 ex-rebelles ont embarqué à Entebbe en direction de la RDC et

d'après François Muamba, qui coordonne le mécanisme de suivi de l'accord d'Addis-Abeba, d'autres vagues de rapatriements pourraient suivre, permettant

à quelque 330 ex-combattants déjà amnistiés de regagner le Congo.

Cependant, le président du M-23, Bertrand Bisimwa, a contesté le caractère volontaire de ce retour au pays, assurant que l'armée ougandaise, en accord avec une délégation congolaise, était arrivée avec des camions devant le camp de Bihanga, et que les ex-rebelles auraient résisté à ce rapatriement forcé. L'opération aurait fait des blessés et peut-être des morts et surtout, elle a permis à un millier d'hommes de prendre la fuite et de se réfugier dans les collines voisines.

Selon certaines sources contactées sur le terrain, le semi-fiasco de cette opération de rapatriement est dû au fait que le colonel Makenga, l'un des chefs militaires du M-23, aurait joué « en solo », négociant directement avec Kinshasa les conditions de son rapatriement. Il aurait obtenu l'amnistie et une réintégration dans l'armée avec son grade, laissant de côté ses alliés, le président du mouvement Bertrand Bisimwa et Innocent Kaina, dit « India Queen », l'un des plus redoutables chefs militaires du mouvement, qui se sont sentis floués.

Cet éclatement de ce qui reste du M-23 et la fuite d'un millier de ses éléments pourraient avoir des conséquences sur le plan régional. En effet, on s'inter-

roge toujours sur l'identité réelle des rebelles qui sèment la terreur du côté de Beni, dans le « Grand Nord » du Kivu, procédant à des exécutions capitales et des décapitations en public.

Officiellement, ces actes de terreur sont imputés aux rebelles ougandais, les

ADF-Nalu, de confession musulmane, mais sur place, les observateurs dénoncent des bandes mafieuses qui s'opposent à une grande offensive des forces gouvernementales et de la Monusco. Sur le terrain, des enquêteurs ont relevé le fait que certains de ces rebelles s'exprimaient en kinyarwanda (ce qui est aussi le cas de nombreux combattants du M-23 ayant été formés au Rwanda).

Par ailleurs, le calme règne toujours dans le camp abritant d'anciens du M-23 au Rwanda, mais des sources onusiennes assurent que 300 d'entre eux auraient disparu dans la nature...

Cette mobilisation des rebelles tutsis est à mettre en parallèle avec l'ultimatum qui pèse sur leurs ennemis jurés, les combattants hutus des FDLR (Forces démocratiques pour la libération du Rwanda) qui, d'ici le 1er janvier prochain, doivent accepter le désarmement volontaire et le cantonnement. Jusqu'à présent, les combattants hutus, refusant de regagner le Rwanda ou d'être transférés à Kisangani, essaient de gagner du temps, demeurant disponibles pour toutes les aventures... ■

C. B.